

DECLARATION D'OUVRIERS DU BATIMENT, AVEC ET SANS-PAPIERS :

PENDANT CETTE PERIODE DE PROPAGANDE ELECTORALE ET DE VIOLENCE CONTRE DES HABITANTS DU PAYS, NOUS VOUS APPELONS :

- **À manifester publiquement votre volonté de paix et de vérité,**
- **À vous opposer à la politique de persécution du gouvernement,**
- **À exiger l'abrogation de la loi Sarkozy/Ceseda**
- **Pour la régularisation sur la base du travail**

En organisant avec nous et en participant :

LE JEUDI 22 MARS : JOURNEE D'AMITIE POLITIQUE ENTRE LES GENS DU PAYS,

(français et étrangers, avec et sans-papiers, jeunes et familles des quartiers) !

POUR UNE POLITIQUE DE PAIX !

Contre la propagande d'état, il faut la vérité : Nous sommes des ouvriers, notre travail se voit : les bâtiments, les routes, les repas, les fruits et légumes, l'entretien, le nettoyage, le service aux personnes, les études 80% des personnes en situation irrégulière en France travaillent. Ce sont les chiffres officiels. Pour le montrer à tout le monde, nous avons même organisé une première grève des ouvriers sans-papiers dans la région, le mercredi 22 Juin 2005 pour demander la régularisation sur la base du travail, comme en Espagne.

Malgré cela, le gouvernement et les partis ne cessent de nous présenter comme des parasites, ils nous appellent « *clandestins* », sont tous d'accord pour nous expulser, envoient leur police contre nous dans la rue, les écoles, les transports, les chantiers.... comme si on était des criminels ! Le gouvernement n'hésite pas à se contredire : d'un côté il nous présente comme des délinquants, des voyous, des mendiants et d'un autre côté il envoie la PAF (police de l'Air et des Frontières) sur les chantiers et dans les ateliers et les champs pour nous arrêter. Ils savent donc bien où nous trouver !

Le gouvernement mène une guerre sans merci contre nous, les ouvriers sans-papiers et nos familles.

Il se sert de nous pour vous faire peur à vous qui êtes en règle. Il divise les gens du pays entre les « *bons* », ceux qu'il protège soi disant et les autres, nous, mais aussi les jeunes, les familles des quartiers populaires, les chômeurs, les Rmistes, etc... Comme ça, il justifie sa politique de terreur et d'injustice. C'est un moyen de manipuler l'opinion, de faire taire les gens.

Par exemple, la loi Sarkozy/Ceseda contre les étrangers en France est passée sans grand remous. Et pourtant, cette loi est très grave, elle donne tout le pouvoir à la préfecture pour décider de la vie des gens : c'est les policiers qui décident à la place du patron si tel ouvrier peut ou non travailler, qui décident à la place du professeur si tel élève peut étudier, c'est les employés qui décident si on est « *intégré* » ou pas... VOUS, ETES-VOUS D'ACCORD POUR ÇA ?

Les ouvriers sont présents, mais les droits sont absents. On ne travaille pas au noir, on travaille sans droits : On travaille pour nourrir notre famille, et notre travail profite au pays. On n'a aucun droit de notre travail, parce que le gouvernement ne veut pas nous régulariser. Nous, on veut cotiser, être en règle. Nos patrons aussi le veulent. Mais le gouvernement cherche à casser tous les droits du travail, et il nous maintient sans droit aussi à cause de ça. **Tant que vous ne direz rien, que vous aurez l'air d'accord, il continuera jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Il faut le respect de l'ouvrier, il faut l'entente entre les ouvriers, il faut l'entente entre les gens du pays.**

Dans une blanchisserie près de Paris, dans une entreprise du Tarn, des ouvriers se sont mobilisés récemment aux côtés de leurs collègues sans papiers. Dans des écoles, des parents, des enseignants, des élèves refusent les expulsions de familles. Pour nous, c'est encourageant. On a choisi la France, on veut y vivre en paix. ***On vit ici, on est d'ici, et on est responsables aussi de ce qui s'y passe.*** C'est pour ça qu'on mène notre bataille politique nous-mêmes, avec nos amis, au quotidien, dans la durée. Notre bataille pour les papiers, c'est une bataille pour les droits pour tous, c'est une bataille pour l'égalité et la justice, c'est une bataille pour notre idée de la France : un pays où chaque habitant compte, où le travail compte, où l'ouvrier compte.

Voilà ce que nous voulons montrer le 22 MARS et pourquoi nous vous appelons à participer à cette journée et à la préparer en créant des collectifs dans les quartiers, les chantiers, les facs.

Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis